

DÉFIS À L'ÉDUCATION DES FILLES : LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE EN MILIEU SCOLAIRE

Jeudi 14 mars 2024

INTRODUCTION

Le jeudi 14 mars 2024, le Think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest WATHI a organisé une table ronde virtuelle sur le thème : « Défis à l'éducation des filles : la précarité menstruelle en milieu scolaire ».

L'accès à l'éducation est un enjeu structurel commun à de nombreux États et les jeunes filles en particulier ne doivent pas être exclues de cette problématique. En effet, l'accès à l'éducation et aux bases de la lecture, de l'écriture et du calcul constitue un socle essentiel pour favoriser le développement personnel ainsi que le progrès national.

Jusqu'ici, les politiques éducatives sénégalaises ont porté leurs fruits. Selon le rapport national sur la situation de l'éducation au Sénégal datant de 2022, le taux brut de scolarisation à l'élémentaire s'élève à 83,8 %, avec un taux de 91,10 % pour les filles. Néanmoins, ces dernières sont confrontées à des défis spécifiques liés à leur condition de femme, dont l'un des plus préoccupants est la précarité menstruelle.

La précarité menstruelle se définit comme la difficulté, voire l'impossibilité, d'accéder aux protections hygiéniques. Ce problème, qui touche exclusivement les personnes menstruées, est aggravé par la pauvreté et l'isolement géographique. Le coût des protections périodiques, le manque d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive, la stigmatisation des règles et la désinformation sont autant de facteurs qui contribuent à cette précarité.

Cette table ronde a permis de mettre en lumière la réalité des jeunes filles en milieu scolaire, leurs difficultés à se procurer des produits périodiques et à s'informer sur le sujet, tout en présentant des initiatives mises en place pour remédier à ce problème au Sénégal.

LES PANÉLISTES INVITÉS

- **Fatoumata Leye**, Chargée des programmes Kitambaa (*Entreprise spécialisée dans la santé et l'hygiène menstruelle*)
- **Jerry Azilinon**, Secrétaire général de Yeewi (*Association qui lutte contre la précarité menstruelle*)

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- La précarité menstruelle a plusieurs causes, mais elle est principalement due à la pauvreté et au manque d'éducation. Les personnes les plus touchées sont généralement issues des franges les plus précaires de la population, vivant souvent dans des zones rurales et reculées, où l'accès aux soins, à l'eau potable, aux infrastructures de santé, aux produits d'hygiène et à l'information sur les cycles menstruels est limité. Toutefois, les femmes et les filles vivant en milieu urbain ne sont pas épargnées.
- Les menstruations représentent une charge financière importante, car les protections périodiques sont coûteuses et inaccessibles pour certains foyers. Au Sénégal, ces produits sont taxés comme des articles de luxe, les rendant encore moins abordables. De plus, les médicaments, notamment les antidiouleurs et les génériques, sont rares et onéreux. Or, les douleurs menstruelles, parfois très intenses, constituent un véritable frein à la scolarité des jeunes filles.
- Le milieu scolaire n'est pas toujours équipé d'infrastructures sanitaires adaptées permettant aux jeunes filles de se changer ou de se soulager dans des conditions d'hygiène et d'intimité adéquates. Dans certains établissements, les toilettes sont mixtes ou utilisées indistinctement par les garçons, ce qui crée un inconfort pour les filles. Le manque d'infrastructures adaptées, combiné aux douleurs menstruelles, entraîne un absentéisme récurrent chez les jeunes filles. Celles-ci peuvent manquer entre trois et quatre jours d'école par mois, soit jusqu'à 48 jours d'absence par an (environ 248 heures de cours). Cette accumulation de retard dans les apprentissages peut conduire au décrochage scolaire et affecter considérablement leurs résultats. Malgré ces difficultés, il est attendu d'elles qu'elles réussissent au même niveau que les garçons, ce qui crée une inégalité des chances.
- D'un point de vue sociétal, les menstruations restent un sujet tabou. Beaucoup de filles et de femmes ressentent un sentiment de honte, d'anxiété, de perte de confiance en soi et de stress lié à leurs règles. Ce tabou, entretenu par un manque d'information et de sensibilisation, favorise la diffusion de fausses croyances et de pratiques inadaptées. Pourtant, les règles sont un phénomène naturel, essentiel à la reproduction. L'absence d'éducation à ce sujet conduit certaines femmes à adopter des gestes non hygiéniques, comme l'utilisation de tissus ou de chiffons sans connaître les bonnes pratiques de lavage et de conservation. Ce manque d'information accroît les risques d'infections et de maladies gynécologiques. Par ailleurs, de nombreuses jeunes filles sont prises au dépourvu lorsqu'elles ont leurs premières règles. Le silence au sein des familles et en milieu scolaire ne leur permet pas d'être préparées et accompagnées lors de cette transition.
- Actuellement, ce sont essentiellement les organisations de la société civile et les associations qui se mobilisent pour lutter contre la précarité menstruelle. Pourtant, les questions relatives à la condition féminine sont souvent mises en avant comme des arguments politiques lors des campagnes électorales. Il est légitime de se demander si les droits des femmes ne sont pas instrumentalisés à des fins électorales, sans réel engagement de la part des gouvernants.

RECOMMANDATIONS

- Établir une communication inclusive à l'échelle de la population, sans distinction de sexe. Il est essentiel de former le corps enseignant afin de démythifier les menstruations et d'aider les personnes concernées à mieux comprendre leur condition. La formation des infirmières scolaires doit être une priorité afin qu'elles puissent accompagner correctement les jeunes filles en milieu éducatif. Par ailleurs, les infirmeries dans les écoles doivent répondre aux normes d'hygiène et les infrastructures sanitaires scolaires doivent être salubres et fonctionnelles.
- Instaurer des contenus pédagogiques sur les menstruations sous forme d'ateliers participatifs, de jeux éducatifs, etc., afin de favoriser l'implication de tous. Ces supports permettront d'informer les jeunes filles sur les bonnes pratiques à adopter, de leur expliquer l'origine, le fonctionnement et l'importance des cycles menstruels. Les sessions de sensibilisation devront être animées par des professionnels de la santé pour déconstruire les préjugés et prévenir la stigmatisation. Il est essentiel de sensibiliser les jeunes afin qu'ils comprennent que les règles sont un phénomène naturel dont on peut parler librement, sans crainte ni gêne.
- Fournir une assistance psychologique en milieu scolaire serait un atout considérable. De nombreuses jeunes filles ne peuvent pas parler librement de leurs menstruations au sein de leur famille. Cette initiative favoriserait la libération de la parole et leur permettrait de mieux appréhender cette expérience.

- Mettre en place des politiques de suivi dans les écoles et les espaces où interviennent les organisations de la société civile, afin de s'assurer du respect des normes sanitaires et hygiéniques sur le long terme. Ces politiques pourraient inclure la création de comités de contrôle. L'État doit être en première ligne dans la lutte contre la précarité menstruelle en finançant et en soutenant les initiatives des organisations engagées. Il doit également jouer un rôle actif dans les campagnes de distribution de protections hygiéniques et de médicaments adaptés.
- Encourager les organisations de la société civile et les citoyens à se mobiliser sur cette problématique et à dénoncer les lacunes de l'État en matière de prise en charge de la précarité menstruelle en milieu scolaire, afin de l'inscrire à l'agenda politique du gouvernement.
- Encourager les partenariats entre écoles, associations et entreprises afin de soutenir des initiatives locales. Cette collaboration peut favoriser la construction ou la rénovation de toilettes séparées, sécurisées et équipées d'eau courante ainsi que de poubelles adaptées. Il faut également identifier et répéter à l'échelle nationale, les innovations locales qui ont produit des résultats.

CITATIONS DES INVITÉS

« Des jeunes filles nous avouent qu'elles préfèrent se retenir et attendre les récréations ou la fin de la journée pour pouvoir se soulager et changer de protection. Elles n'ont pas accès à des toilettes dans leurs écoles suffisamment hygiéniques. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Les règles doivent être démystifiées. C'est un phénomène naturel qui ne doit pas être stigmatisé. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Distribuer des protections hygiéniques ne suffit pas. Il faut expliquer leur utilité et en quoi elles protègent davantage les filles des infections. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Il faut défiscaliser les protections hygiéniques. Elles sont aujourd'hui taxées comme des produits de luxe. » **Fatoumata Leye, chargée des programmes Kitambaa, Sénégal**

« Les ressources financières sont insuffisantes dans certaines familles pour assurer une bonne hygiène menstruelle aux filles. » **Fatoumata Leye, chargée des programmes Kitambaa, Sénégal**

« La prise de conscience doit se faire au niveau de la population. Il faut une communication efficace et des cours de santé sexuelle et reproductive à l'école. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« La précarité menstruelle est l'une des conséquences directes de la pauvreté et du manque d'éducation. Lorsque les familles ont des besoins primaires tels que se nourrir et se vêtir, elles ne peuvent pas considérer l'achat de protections hygiéniques comme une priorité. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Les règles durent en moyenne entre cinq jours et une semaine. Pourtant, dans de nombreuses écoles, y compris en zone urbaine, il n'existe pas d'installations sanitaires adaptées où les jeunes filles peuvent se changer. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Les écoles privées font peut-être plus d'efforts en offrant aux filles un espace où elles peuvent se changer durant leurs règles. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Avant même de parler de la gestion menstruelle, il faut considérer la question de l'hygiène au quotidien. Les hommes peuvent plus facilement se soulager peu importe la configuration des lieux, mais ce n'est pas le cas pour les femmes. Celles-ci sont plus vulnérables lorsque les infrastructures sanitaires ne sont pas adaptées. » **Jerry Azilinon, Secrétaire général de Yeewi**

« Dans de nombreuses écoles, il n'y a pas d'eau potable, les toilettes sont défectueuses. Cela ne favorise pas une bonne gestion de l'hygiène menstruelle. » **Fatoumata Leye, chargée des programmes Kitambaa, Sénégal**

« Il manque également des médicaments et des antidouleurs pour accompagner les jeunes filles. Pendant cette période, certaines ressentent des douleurs intenses, difficilement supportables sans traitement. » **Fatoumata Leye, chargée des programmes Kitambaa, Sénégal**

« L'accompagnement est insuffisant. Hormis les jeunes filles qui ont la chance d'avoir un proche ou un membre

de leur entourage pour les conseiller, celles qui vivent leurs premières règles devraient pouvoir bénéficier d'une assistance au sein de l'école. » **Fatoumata Leye, chargée des programmes Kitambaa, Sénégal**

POUR ALLER PLUS LOIN

[VIDÉO DE LA CONVERSATION](#)



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

